



## Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales  
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455  
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval  
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6  
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538  
Télécopieur : 418-656-3634

[www.cei.ulaval.ca](http://www.cei.ulaval.ca)

---

### CHRONIQUE

## Coopération Sud-Sud : Quel avenir pour le partenariat Amérique du Sud - Afrique ?

Par Mamadou Lamine Sarr\*

Dans un monde où le renforcement des liens entre les blocs régionaux constitue de plus en plus un facteur de coopération, de croissance et de développement, l'Afrique et l'Amérique du Sud tentent de donner une nouvelle dimension à leurs relations diplomatiques et économiques. Au-delà des liens historiques et culturels qui les unissent, les deux régions souhaitent montrer que la coopération Sud-Sud est un levier non négligeable pour leur développement. C'est dans ce cadre qu'a été instauré en 2006 le partenariat Amérique du Sud - Afrique (ASA) afin que les deux régions se donnent un cadre d'échanges et d'actions favorisant la consolidation de ce partenariat. Si on peut saluer cette initiative, on ne peut cependant pas ignorer les importantes limites auxquelles ce partenariat est confronté.

### ASA : une continuité du renforcement des relations entre l'Afrique et le Brésil

Le rapprochement entre l'Afrique et l'Amérique du Sud correspond à la période choisie par le Brésil pour se rapprocher avec le continent africain et il est difficile de ne pas voir un lien entre les deux dynamiques. Dès son arrivée au pouvoir en 2003, le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a fait de la coopération avec les pays du Sud un des fondements de sa politique étrangère. C'est dans ce cadre que

l'Afrique a été définie comme la seconde priorité après l'Amérique latine. Entre 2000 et 2011, les échanges commerciaux entre l'Afrique et le Brésil sont ainsi passés de quatre milliards à près de 27 milliards \$ US. De même, au niveau diplomatique, sur les 35 ambassades ouvertes par Brasilia dans le monde entre 2003 et 2011, 16 l'ont été en Afrique.

C'est dans ce contexte que lors de sa visite officielle au Nigeria en 2005, le président Lula a affirmé à son homologue nigérian d'alors, Olusegun Obasanjo, qu'au-delà du renforcement des relations entre l'Afrique et le Brésil, il était nécessaire de rapprocher le continent africain et l'Amérique du Sud. Il s'agissait pour le Brésil de renforcer ses relations avec les pays des deux régions, mais aussi de poser les jalons d'un axe de coopération Sud-Sud dont il pourrait être le leader. Le premier sommet de l'ASA a ainsi eu lieu en 2006 à Abuja (Nigeria) avec l'adoption d'une déclaration qui établit les bases de la coopération entre les deux régions. Lors du deuxième sommet qui s'est tenu sur l'île de Margarita au Venezuela en 2009, la mise en place du Comité stratégique présidentiel et du Secrétariat permanent a été proposée. Le premier est censé superviser l'application des décisions et des projets énoncés dans les déclarations et les plans d'action et le second suit la mise en œuvre des décisions prises par le sommet des chefs d'État et de gouvernement.

Le troisième sommet initialement prévu en 2011 en Libye ne s'est tenu qu'en 2013 à Malabo (Guinée équatoriale) en raison du conflit libyen. En plus des objectifs affichés et qui consistaient à favoriser une coopération multidimensionnelle, cette rencontre de Malabo – qui a vu la participation des 54 pays africains et des 12 pays sud-américains – a notamment été l'occasion de rappeler la nécessité d'ouvrir le Conseil de sécurité des Nations unies au pays du Sud et de réformer la Banque mondiale puis le Fonds monétaire international (FMI). Par ailleurs, la décision a été prise d'élargir le cadre coopératif aux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Toutefois, comme le soulignait en 2009 l'ancien président du Venezuela, Hugo Chávez, l'ASA aurait tout intérêt à aller au-delà des discours et aboutir à des réalisations concrètes qui auront un impact réel sur le développement des deux régions.

## **Un partenariat à consolider**

Depuis sa création, l'ASA n'a pas réussi à s'imposer et à occuper une place importante dans l'agenda international. Elle reste méconnue et cela réside surtout dans son faible bilan. Si sa création a favorisé la hausse des échanges commerciaux birégionaux, qui sont passés de 22,5 milliards à 39,4 milliards \$ US entre 2006 et 2011, l'ASA a cependant peu de réalisations à son actif. Cette situation s'explique avant tout par des lacunes organisationnelles et financières. En plus du Comité et du Secrétariat, huit groupes thématiques de travail ont été créés, mais aucune de ses instances ne dispose des moyens humains et financiers nécessaires à son bon fonctionnement.

Le problème du financement ne concerne pas seulement le fonctionnement institutionnel du partenariat ASA, il a aussi des répercussions sur la concrétisation des idées de projets qui ont été émises lors des différents sommets. On peut notamment citer la création d'une banque birégionale, la mise en place de fibre optique, la création de la Petrosur (une compagnie chargée de fournir du carburant dans les deux régions) ainsi que l'ouverture de plusieurs raffineries. Des projets ont également été lancés dans le domaine des sciences et de la technologie, de l'agriculture, de l'éducation et du tourisme. Cependant, l'absence de financement pour ses multiples projets constitue un obstacle fondamental à leur réalisation. En effet, l'ASA ne s'est pas encore doté de réels mécanismes de financement de ses institutions et de ses projets. La faiblesse économique de plusieurs États membres (notamment en Afrique) représente sans aucun doute un obstacle à la mise en place de ces mécanismes, d'autant plus qu'un partenariat comme l'ASA fonctionne en grande partie grâce aux contributions des États membres. De plus, il existe un manque de volonté politique de la part de certains États qui refusent de participer financièrement au partenariat. En Afrique comme en Amérique du Sud, beaucoup de leaders politiques ne se sont donc pas encore approprié l'ASA pour en faire un point essentiel de leur diplomatie.

En définitive, le partenariat entre l'Amérique du Sud et l'Afrique ne peut être que bénéfique pour les deux régions qui souffrent des mêmes problèmes que sont la pauvreté, les inégalités, le retard en matière d'éducation et de science ainsi que la marginalisation sur la scène internationale. Avec leur histoire commune, leur proximité, la jeunesse de leur population, la richesse de leur sous-sol puis leurs

nombreuses opportunités de commerce et d'investissement, l'Afrique et l'Amérique du Sud disposent de tous les atouts pour établir un partenariat réciproquement avantageux. Le leadership de pays comme le Brésil, le Venezuela, le Nigeria et l'Afrique du Sud sera toutefois d'une importance fondamentale pour l'avenir de ce processus de coopération birégionale. À sa décharge, l'ASA est encore jeune, mais il devra se consolider au niveau institutionnel et ceci sera certainement l'enjeu d'ici le prochain sommet, prévu en 2016 en Équateur. Par ailleurs, il sera intéressant de s'arrêter sur les actions des États afin d'impliquer leurs sociétés civiles, car la réussite de l'ASA passe également par la sphère sociétale.

*Mamadou Lamine Sarr – Candidat au doctorat en science politique et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines*